

Jean-Luc WARSMANN

*Ardennes (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre titulaire et président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 17 octobre 2007]

Membre de droit de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre de droit de la délégation parlementaire au renseignement [J.O. du 31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n° 561 rectifié) [8 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de

sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 6 février 2008]

Rapporteur de la proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 325) [26 mars 2008]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République (n° 820) [16 avril 2008]

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [J.O. du 1^{er} juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit [21 septembre 2007]

Proposition de loi n° 457 de simplification en matière de filiation [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 464 visant à encadrer l'évolution des loyers des locaux d'habitation [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 536 visant à permettre à tout conseiller municipal d'exercer les fonctions d'officier d'état civil [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 537 visant à instaurer un délai de réponse raisonnable pour l'administration fiscale [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 538 visant à améliorer la prise en charge des victimes d'accidents médicaux [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 539 portant abrogation du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la défense passive [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 540 portant adaptation du troisième alinéa de l'article 2045 du code civil à la forme républicaine du Gouvernement [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 541 portant abrogation de l'ordonnance n° 45-2678 du 2 novembre 1945 créant

- une bibliothèque centrale de prêt dans certains départements [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 542 visant à étendre aux victimes d'un accident de la circulation dans lequel est impliqué un tramway, le bénéfice des dispositifs d'indemnisation prévus aux articles 1^{er} de la loi du 5 juillet 1985 et L. 211-8 du code des assurances [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 543 visant à assouplir les conditions de constitution du délit d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 544 portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 1384 et de l'article 1386 du code civil [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 545 visant à étendre le bénéfice de l'indemnisation prévue par la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 à toutes les victimes d'accidents de la circulation entrant dans la catégorie des accidents du travail [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 546 visant à généraliser l'autorisation de désignation par la chambre criminelle de la Cour de cassation d'une même cour d'assises autrement composée pour juger en appel des crimes de droit commun commis dans l'exécution du service par les militaires [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 547 visant à prévoir que les faits punis d'une mesure de sûreté privative de liberté, susceptibles de donner lieu à l'émission d'un mandat d'arrêt européen sont, lorsqu'une mesure de sûreté a été infligée, ceux susceptibles d'être réprimés par une mesure privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à quatre mois [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 548 visant à accorder la possibilité aux médecins pharmaciens de se faire remplacer ou aider dans leur activité [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 549 visant à supprimer le délai de six mois subordonnant la demande d'un nouveau permis de conduire en cas de retrait de la totalité des points [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 550 de simplification portant adaptation de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 au territoire et à l'organisation territoriale actuels de la République [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 551 visant à appliquer le taux plancher de la taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites utilisés pour la production de luzerne déshydratée [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 552 visant à favoriser l'accueil à l'école des enfants de deux ans dans les zones de revitalisation rurale et les bassins d'emploi à redynamiser à la demande de leurs parents [20 décembre 2007]
- Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n° 561 rectifié) [9 janvier 2008] (n° 568)
- Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [9 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [10 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 618 visant à simplifier la vente des biens en indivision [22 janvier 2008]
- Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Bernard Accoyer complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 325) [26 mars 2008] (n° 740)
- Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République (n° 820) [15 mai 2008] (n° 892)
- Proposition de loi n° 941 visant à sécuriser le fonctionnement des copropriétés [4 juin 2008]
- Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat, de modernisation des institutions de la Ve République (n° 993) [2 juillet 2008] (n° 1009)
- Proposition de loi n° 1085 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [22 juillet 2008]
- Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République retraçant ses travaux sur le fichier intitulé "Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale (EDVIGE)" [24 septembre 2008] (n° 1126)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [2 octobre 2007] (p. 2490)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Garrigue : précise que la commission des lois n'a pas repris à son compte l'amendement de M. Ollier qui en est resté le seul signataire [27 mai 2008] (p. 2529)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : rappelle les modalités d'exercice du droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2636)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : rappelle la proposition de loi du sénateur socialiste, M. Bel [28 mai 2008] (p. 2637)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : propose de poursuivre jusqu'à deux heures et demie [28 mai 2008] (p. 2654)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : indique que ce courrier constitue un engagement très clair sur les droits de l'opposition et les conditions de travail du Parlement dans les prochaines années [9 juillet 2008] (p. 4463)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2093)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2093)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2093)

Droit pénal : grâce : Président de la République (p. 2093)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2093)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2093)

Droit pénal : récidive : aggravation des peines (p. 2093)

Justice : exécution des décisions (p. 2093)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Manuel Valls (rapport annuel sur l'impact des dispositions de la loi) (p. 2162)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'adt n° 72 de Mme Delphine Batho (sanctions éducatives prononcées dans un délai de trois mois) (p. 2175)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Philippe Goujon (versement, pour partie, de l'allocation temporaire d'attente sous la forme d'un titre de paiement spécial permettant d'acquérir des biens et services de première nécessité) (p. 2312)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2338)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : centres pénitentiaires (p. 2338)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2338)

Parlement : prérogatives : nomination (p. 2338)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2338)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2364)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 40 de la commission (coordination) (p. 2383)

Seconde délibération

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2384)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2619)

Thèmes :

Administration : règlements (p. 2620)

Constitution : article 37 (p. 2620)

Constitution : révision (p. 2620)

Etat : Médiateur de la République (p. 2620)
 Impôts et taxes : taxe d'apprentissage : déclarations (p. 2620)
 Lois : inflation (p. 2619)
 Lois : abrogation (p. 2620)
 Lois : application : études (p. 2621)
 Lois : évaluation (p. 2619)
 Lois : évaluation : Assemblée nationale (p. 2621)
 Lois : projet de loi : Internet (p. 2620)
 Urbanisme : permis de construire (p. 2619)
 Son intervention à l'issue du vote (p. 2635)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5162)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5162)
 Lois : études d'impact (p. 5162)
 Lois : abrogation (p. 5162)
 Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 5162)
 Lois : textes d'application : projet (p. 5162)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)*Après l'article 5*

Intervient sur l'ad n° 18 de M. Michel Hunault (constitution de partie civile uniquement à l'audience par les associations reconnues d'utilité publique) (p. 2706)

Son sous-amendement n° 29 (pas d'obligation de transmission systématique) à l'ad n° 10 de la commission (transmission systématique des comptes certifiés des sociétés d'économie mixte locales aux élus à l'occasion de l'examen du budget - transmission des comptes certifiés des sociétés d'économie mixte aux élus régionaux) : adopté (p. 2706)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 22 de M. Michel Hunault (protection des salariés à l'origine d'une dénonciation de faits de corruption révélés dans l'exercice de leurs fonctions) (p. 2708)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5)

Thème :

Assemblée nationale : examen en commission élargie (p. 5)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4543)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : assemblée territoriale (p. 4544)
 Outre-mer : assemblée territoriale : consultation (p. 4543)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 7 A (extension des matières dans lesquelles les lois et règlements sont applicables de plein droit en Polynésie française)

Son intervention (p. 4591)

Article 7 (consultation de l'assemblée de la Polynésie française sur les projets législatifs du Gouvernement)

Son intervention (p. 4591)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 4686)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4686)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4686)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 35

Son amendement n° 268 deuxième rectification (bassins d'emploi à redynamiser : amélioration du dispositif) rectifié (suppression des dispositions autres que celles relatives au régime du plafonnement des aides aux entreprises) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5143)

Son amendement n° 232 (établissements publics de coopération intercommunale : précisions sur les modalités de calcul du dégrèvement pour le plafonnement de la taxe professionnelle) : retiré (p. 5145)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son intervention (p. 118)

Après l'article 12

Intervient sur l'adit n° 107 deuxième rectification de M. Michel Hunault (consultation du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAS) par les représentants des collectivités territoriales) (p. 132)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 193)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 203)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 210)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 193)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 193)

Union européenne : politique énergétique (p. 193)

Union européenne : Cour de justice (p. 194)

Union européenne : subsidiarité (p. 194)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 194)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 193, 210)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 240 à 248)

Explications de vote et vote [16 janvier 2008] (p. 263)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 263)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 346)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : exécution des peines (p. 346)

Automobiles et cycles : incendies (p. 348)

Droit pénal : amendes : moyens de paiement (p. 347)

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 347)

Droit pénal : exécution des peines (p. 346)

Droit pénal : procédures : informatisation (p. 347)

Justice : exécution des décisions (p. 346)

Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 347)

Ordre public : indemnisation des victimes : fonds de garantie (p. 347)

Son intervention à l'issue du vote (p. 355)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3666)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3668)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : exécution des peines (p. 3668)

Automobiles et cycles : incendies (p. 3670)

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 3669)

Justice : dommages intérêts : recouvrement (p. 3669)

Justice : exécution des décisions (p. 3669)

Justice : victimes : fonds de garantie (p. 3669)

Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 3669)

Ordre public : indemnisation des victimes : automobiles (p. 3670)

Ordre public : indemnisation des victimes : provisions (p. 3669)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : procédures (p. 3669)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Article 1er (conditions de commercialisation des mini-motos et quads)

Son sous-amendement n° 11 à l'adt n° 1 rectifié de Mme Elisabeth Guigou : adopté (p. 749)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1189)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : journalistes : diffamation (p. 1190)

Droit pénal : sanctions pénales : témoins (p. 1189)

Droit pénal : témoins : diffamation (p. 1189)

Droit pénal : témoins : protection (p. 1189)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 1189)

Parlement : commissions d'enquête (p. 1189)

Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1189)

Parlement : commissions d'enquête : huis clos (p. 1190)

Parlement : commissions d'enquête : témoins (p. 1189)

Parlement : contrôle parlementaire : commissions d'enquête (p. 1189)

Parlement : prérogatives : commissions d'enquête (p. 1189)

Discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1197)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1197)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Son intervention (p. 1911)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 86 de la commission (dépôt à la Caisse des dépôts et consignations des sommes détenues par les greffiers de tribunaux de commerce pour compte de tiers) (p. 1917)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1972)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1972 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1972 et s.)

Traités et conventions : ratification (p. 1972)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2222)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 2222)

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2222)

Constitution : histoire (p. 2222)

Constitution : article 11 : référendums (p. 2223)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2223)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2223)

Justice : tribunaux : compétences (p. 2223)

Lois : projet de loi : études d'impact (p. 2222)

Lois : rétroactivité des lois : inconstitutionnalité (p. 2222)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 2222)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2223)

Politique générale : politiques publiques : contrôle parlementaire (p. 2223)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2222)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 2223)

Union européenne : subsidiarité : contrôle parlementaire (p. 2223)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2337 à 2406, 2413 à 2470, 2518 à 2580, 2597 à 2662, 2669 à 2727)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2346)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2385)

Demande de réserve de la discussion de l'article 12 jusqu'après l'amendement n°85 portant article additionnel après l'article 23 (p. 2385)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (p. 2390)

Son sous-amendement n° 604 rectifié (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2390) : adopté (p. 2394)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2402)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2438)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)

Son intervention (p. 2445)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2451)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2458 et s.)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Garrigue (cf supra) (p. 2528)

Ses interventions (p. 2529 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) (p. 2535)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2549 et s.)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2568)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 588 de la commission (ratification expresse des ordonnances) (p. 2575)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Ses interventions (p. 2578 et s.)

Son sous-amendement n° 589 rectifié à l'adt n° 66 rectifié de la commission (p. 2578) : adopté (p. 2579)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses interventions (p. 2613 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Ses interventions (p. 2644 et s.)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son intervention (p. 2647)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2654)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses interventions (p. 2655 et s.)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son intervention (p. 2670)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 85 de la commission (déclaration du Gouvernement à caractère thématique devant les assemblées) (p. 2671)

Son sous-amendement n° 598 (à l'initiative du Gouvernement lui-même) à l'adt n° 85 de la commission (p. 2671) : adopté (p. 2672)

Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 2675)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 2677)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 2682)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 2691)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son sous-amendement n° 611 à l'adt n° 610 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 2706)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 99 de la commission (Conseil économique, social et environnemental) (p. 2708)

Intervient sur l'adt n° 522 de M. Christophe Caresche (Conseil économique, social et environnemental) (p. 2708)

Article 29 (saisine du Conseil économique et social par voie de pétition)

Son intervention (p. 2708)

Article 30 (compétence du Conseil économique et social en matière environnementale)

Son intervention (p. 2709)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (dénomination du Conseil économique, social et environnemental) (p. 2709)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (limitation du nombre des membres du Conseil économique, social et environnemental) (p. 2709)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2720)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2727)

Article 34 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 2728)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son intervention (p. 2729)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4374)

Thèmes :

Constitution : langues régionales (p. 4374)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 4375)

Lois : projet de loi : études d'impact (p. 4374)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 4374)

Parlement : commissions : réforme (p. 4374)

Parlement : Congrès du Parlement (p. 4376)

Parlement : prérogatives (p. 4374)	
Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4375)	
Politique générale : politiques publiques : contrôle parlementaire (p. 4375)	
Union européenne : élargissement : référendums (p. 4375)	
Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)	
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4411 à 4438, 4444 à 4469, 4474 à 4511)	
<i>Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)</i>	<i>Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)</i>
Demande la réserve de la discussion des amendements n ^{os} 305, 302, 250 rectifié et 303 jusqu'après l'examen de l'article 30 sexies (p. 4411)	Ses interventions (p. 4480)
<i>Article 1er (garantie du pluralisme politique)</i>	<i>Article 17 (nombre de commissions permanentes)</i>
Son intervention (p. 4413)	Son intervention (p. 4482)
<i>Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)</i>	<i>Article 18 (exercice du droit d'amendement)</i>
Son intervention (p. 4420)	Son intervention (p. 4488)
<i>Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)</i>	<i>Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)</i>
Son intervention (p. 4429)	Ses interventions (p. 4490 et s.)
<i>Article 6 (droit de grâce)</i>	<i>Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)</i>
Son intervention (p. 4430)	Son intervention (p. 4492)
<i>Article 9 (missions et composition du Parlement)</i>	<i>Article 21 (missions de la Cour des comptes)</i>
Son intervention (p. 4431)	Son intervention (p. 4493)
<i>Article 11 (domaine de la loi)</i>	<i>Article 22 (fixation de l'ordre du jour)</i>
Ses interventions (p. 4455 et s.)	Son intervention (p. 4493)
Rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4463)	<i>Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)</i>
<i>Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)</i>	Son intervention (p. 4495)
Son intervention (p. 4476)	<i>Article 23 bis (déclaration du Gouvernement à caractère thématique)</i>
<i>Article 14 (présentation des projets de loi et avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)</i>	Son intervention (p. 4495)
Ses interventions (p. 4477 et s.)	<i>Article 24 bis (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'un engagement international avant sa ratification)</i>
<i>Article 15 (protection du domaine législatif)</i>	Son intervention (p. 4497)
Son intervention (p. 4479)	<i>Article 24 ter (dénomination du Conseil constitutionnel)</i>
	Son intervention (p. 4497)
	<i>Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)</i>
	Son intervention (p. 4497)
	<i>Article 25 ter (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'une loi avant sa promulgation)</i>
	Son intervention (p. 4498)
	<i>Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)</i>
	Son intervention (p. 4503)
	<i>Article 30 sexies (habilitation permanente du Gouvernement à prendre des ordonnances pour adapter les dispositions législatives en vigueur dans les collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, dans les Terres australes et antarctiques françaises et à Clipperton)</i>

Son intervention (p. 4504)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'adit n° 38 de la commission (langues régionales) (p. 4504)

Article 31 bis (francophonie)

Son intervention (p. 4507)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Ses interventions (p. 4508)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 4509)

Article 33 bis (délais minimaux d'examen des projets et propositions de révision)

Son intervention (p. 4510)

Article 34 (entrée en vigueur)

Ses interventions (p. 4511)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son intervention (p. 4511)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 44

Ses amendements n^{os} 514 et 515 : retirés (p. 3318 et s.)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3981)